



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 18/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF - CCG Blénod

RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF
BP 115
54700 Blénod-Lès-Pont-À-Mousson

Références : 2025_0608
Code AIOT : 0006200067

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement EDF - CCG Blénod implanté RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF BP 115 54700 Blénod-lès-Pont-à-Mousson. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF - CCG Blénod
- RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF BP 115 54700 Blénod-lès-Pont-à-Mousson
- Code AIOT : 0006200067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EDF exploite à Blénod-lès-Pont-à-Mousson des installations de production d'électricité au moyen du procédé cycle combiné gaz (CCG) de 755 MWth, autorisés et réglementés par l'arrêté préfectoral du 2 avril 2010 modifié,

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réduction et optimisation des prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 34	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 95	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Modifications	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 99	Sans objet
4	Prévention du risque légionnelles	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 33	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'attention de l'exploitant est appelée sur la vigilance à avoir sur le délai de transmission des bilans périodiques attendus ainsi que des dossiers de porter à connaissance en cas de modification sur les installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réduction et optimisation des prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements
Prescription contrôlée : Le contrôle réalisé sur la thématique "sécheresse" le 3 novembre 2022 a montré que la société EDF a mis en œuvre les dispositions prévues par son arrêté préfectoral.

De plus, une étude technico-économique visant à identifier des pistes de réduction et d'optimisation de l'utilisation de la ressource en eau a été lancée. L'exploitant transmettra cette étude à l'administration dès finalisation et au plus tard avant le 30 avril 2023.
Constats : L'exploitant a transmis l'étude par courrier en date du 31 mai 2023. Elle est actuellement en cours d'instruction. Une mise à jour est à apporter au vu des travaux réalisés et de la mise en place d'un outil de suivi dans ce cadre avec une estimation des volumes consommés des différents usages.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant une mise à jour de l'étude au vu des travaux réalisés et de la mise en place d'un outil de suivi dans ce cadre avec une estimation des volumes consommés par type d'usages, sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 99
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'exploitation et à ses annexes, à leur mode d'utilisation, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Dans le cadre de l'étude technico-économique de réduction et d'optimisation des prélèvements et consommation d'eau du cycle combiné gaz, déposée en juin 2023, en cours d'instruction, les modifications suivantes sont envisagées: - <u>expérimentation en cours et étude de faisabilité du recyclage des eaux du bassin d'orage</u> en 2023 avec éventualité d'un dossier de porter à connaissance. A ce jour, cette technique n'est pas mise en œuvre et toujours en cours d'étude. - <u>recyclage des eaux de la fosse de neutralisation</u> - Un bilan de la suppression de l'injection de soude est attendu . avec un délai à fin 2024 et la transmission d'un dossier de porter à connaissance. Cette technique est mise en place depuis fin 2023 sans transmission d'un dossier de porter à connaissance. Une version papier de la demande a été donnée en main propre à l'inspection lors de la visite. Elle doit être adressée officiellement à la préfecture pour instruction. - <u>valorisation des calories de la chaudière auxiliaire</u> - Ce dossier a fait l'objet d'une réunion de pré-cadrage avec l'inspection des installations classées le 19/04/2023 et le dépôt d'un dossier de porter à connaissance était annoncé pour mi-juin 2023 avec un démarrage des travaux prévu durant l'arrêt

de tranche de 2023.

Le porter à connaissance a été transmis directement à l'inspection par courrier le 24 avril 2025 alors que les travaux ont bien été réalisés. Si ce n'est pas fait, la demande est à transmettre à la Préfecture.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour rappel, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, toute modification apportée par le demandeur à l'exploitation et à ses annexes, à leur mode d'utilisation, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

L'attention de l'exploitant est appelée sur le respect de cette prescription pour toute modification à venir sur le site de Blénod-lès-Pont-à-Mousson.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bilans périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 95

Thème(s) : Risques chroniques, Rapport d'activité

Prescription contrôlée :

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

Constats :

L'inspection a réalisé une relance par courriel le 3 mars 2025 pour les bilans 2023 et 2024 Si le bilan 2024 a bien été reçu le 2 avril 2025, **le bilan pour 2023 n'a pas été adressé.**

Il ressort du bilan 2024 les points suivants:

- moins d'heures de fonctionnement qu'en 2023 ;
- début des essais sur le projet "batteries hybridées" validé par l'inspection le 27/09/2021. Essais débutés en 2024 avec une mise en service industrielle planifiée à l'automne 2025 ;
- l'analyseur de fumées en continu est opérationnel depuis début 2025 ;
- l'exploitation est faite dans le respect des valeurs limites d'émissions des émissions atmosphériques avec une moyenne annuelle en NOx à 27,3 pour une VLE à 40 mg/Nm3 ;
- aucune pollution accidentelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit adresser le bilan annuel dû au titre de l'année 2023 **sous un délai d'un mois.**

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prévention du risque légionnelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Légionnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats de chaque analyse réalisée sur les installations dans le cadre de la réglementation applicables seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses réalisées mensuellement sont transmis par l'exploitant via GIDAF. Ils sont complétés par un bilan annuel tel que demandé au paragraphe V de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14/12/2023 (2921- régime enregistrement).</p> <p>Le bilan 2024 a été reçu le 31 mars 2025. Il est à noter que des opérations de maintenances préventives et correctives, dont la vidange et le nettoyage complet des tours aéroréfrigérantes, ont été effectuées lors de l'arrêt de tranche du 14/09/2024 au 04/10/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite